

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q3/LKA/7

5 avril 2002

(02-1802)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

### Réponses de SRI LANKA aux questions posées par l'AUSTRALIE<sup>1</sup>, le CANADA<sup>2</sup>, les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES<sup>3</sup>, le JAPON<sup>4</sup>, la SUISSE<sup>5</sup> et les ÉTATS-UNIS<sup>6</sup>

La Mission permanente de Sri Lanka a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 avril 2002.

L'Australie, le Canada, les Communautés européennes, le Japon, la Suisse et les États-Unis ont fait parvenir un certain nombre de questions au sujet de la Liste des programmes d'incitation à l'investissement admissibles (Annexe I) que Sri Lanka a communiquée à l'OMC, en se réservant le droit, conformément au paragraphe 6 des procédures énoncées dans le document G/SCM/39, de demander une prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. La délégation de Sri Lanka est très sensible à l'intérêt manifesté par les Membres qui ont posé des questions au sujet de sa communication.

En tant que pays visé par l'Annexe VII b), Sri Lanka a déclaré, dans la communication portant la cote G/SCM/N/74/LKA, qu'elle se réservait le droit d'avoir recours aux procédures énoncées au paragraphe 6 c) du document G/SCM/39, de manière à se prévaloir ultérieurement de la procédure spéciale lorsqu'elle atteindrait le seuil au-delà duquel elle ne serait plus visée par l'Annexe VII. En outre, celle-ci a également fourni les documents mentionnés au paragraphe 1 a) du document G/SCM/39. Il serait bon que les Membres de l'OMC, lorsqu'ils examineront la notification de Sri Lanka, prennent note du fait que celle-ci n'a fait que formuler une réserve et reconnaissent par

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q3/LKA/1.

<sup>2</sup> G/SCM/Q3/LKA/5.

<sup>3</sup> G/SCM/Q3/LKA/3.

<sup>4</sup> G/SCM/Q3/LKA/4.

<sup>5</sup> G/SCM/Q3/LKA/2.

<sup>6</sup> G/SCM/Q3/LKA/6.

conséquent la situation attachée à son statut, en ce qui concerne l'utilisation effective des procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39.

La délégation de Sri Lanka remercie le Président du Comité SMC d'avoir décrit avec beaucoup d'éloquence la situation des pays visés par l'Annexe VII en ce qui concerne les procédures énoncées dans le document G/SCM/39.

Néanmoins, pour satisfaire aux prescriptions en matière de transparence, Sri Lanka fournit les renseignements ci-après, à titre volontaire, en réponse aux questions qui ont déjà été posées. Celle-ci souhaiterait que les Membres reconnaissent le statut des pays visés à l'Annexe VII, qui ont réservé leurs droits, avant de leur poser de nouvelles questions.

**Questions posées par l'Australie, la Suisse, le Japon et les États-Unis:**

<b>Australie</b>	Apporter des précisions sur les programmes
<b>Suisse</b>	Présenter une première notification complète des programmes de subventions existants
<b>Japon</b>	Apporter des précisions sur chaque programme faisant l'objet d'une demande
<b>États-Unis</b>	Fournir des renseignements suffisamment détaillés au sujet des programmes en question

Toutes les questions posées par les pays ont été reçues après la date limite. Nous remercions toutefois la délégation des Communautés européennes, qui nous a par ailleurs fait parvenir directement ses questions.

**Réponses de Sri Lanka:**

Il semble utile, en l'occurrence, d'indiquer que Sri Lanka a fait état, dans la notification complète (G/SCM/N/3/LKA) qu'elle a présentée en 1997, de tous les programmes, y compris ceux figurant à l'Annexe I de sa communication initiale au Comité au titre de la procédure spéciale énoncée dans le document G/SCM/39.

Sri Lanka entend présenter au Comité, dans deux semaines, une notification complète des programmes mentionnés à l'Annexe I de sa communication G/SCM/N/74/LKA. Cette notification sera présentée selon le modèle convenu pour les notifications concernant les subventions présentées au titre de l'article 25 de l'Accord SMC.

**Réponses aux questions spécifiques posées par le Canada et les Communautés européennes:**

Les réponses aux huit questions et aux six questions posées respectivement par le Canada et les CE sont regroupées sous les grands thèmes ci-après:

**a) Questions de durée:**

**1. Depuis combien de temps les programmes existent-ils? - Question n° 1 posée par les CE**

**Réponse**

Les programmes notifiés dans l'Annexe I ont été introduits en 1978 en vertu de l'article 17 de la Loi sur l'Office des investissements.

**2. Depuis combien de temps les programmes existent-ils? - Question n° 1 du Canada**Réponse

**Les programmes notifiés dans l'Annexe I existent depuis 1978.**

**3. Prière de décrire, le cas échéant, toutes modifications apportées aux programmes depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001. En particulier, indiquer toutes modifications du taux d'exemption ou du champ d'application des programmes, par exemple, produits visés, implantation etc. - Question n° 5 des CE**Réponse

Aucune modification n'a été apportée aux programmes mentionnés à l'Annexe I, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

**4. Pendant combien de temps une entreprise peut-elle bénéficier des avantages? S'il y a une échéance, une entreprise peut-elle renouveler sa demande d'exonération? - Question n° 3 du Canada**Réponse

Les sociétés admissibles, conformément aux critères énoncés dans la loi, peuvent bénéficier des avantages pendant une période déterminée. La durée de cette période est fonction de l'aptitude de chaque société à remplir les critères d'admissibilité en question.

Les sociétés peuvent renouveler leurs demandes d'exonération fiscale à l'échéance de leurs périodes d'exonération respectives, pour autant qu'elles remplissent les critères requis.

**b) Critères d'admissibilité:****1. Y a-t-il des exigences à remplir pour pouvoir bénéficier des exonérations fiscales, telles qu'un investissement minimum, un certain nombre d'employés locaux? - Question n° 7 du Canada**Réponse**Tableau I - Critères d'admissibilité**

1. Type d'industrie	2. Localisation de l'investissement	3. Investissement minimum (millions de roupies)	4. Prescription relative au niveau minimal des exportations directes/indirectes (% de la production)	5. Nombre minimal de nouveaux emplois créés
a) Secteurs porteurs	-	50-1 499	90%	50
	-	1 500-2 499	90%	50
	-	2 500-4 999	90%	50
	-	Supérieur à 5 000	90%	50
b) Entreprise implantée dans une zone industrielle désignée	Recommandée	Aucun	90% pour les vêtements 50% pour les autres produits	150
	Hautement recommandée	Aucun	90% pour les vêtements 50% pour les autres produits	150

1. Type d'industrie	2. Localisation de l'investissement	3. Investissement minimum (millions de roupies)	4. Prescription relative au niveau minimal des exportations directes/indirectes (% de la production)	5. Nombre minimal de nouveaux emplois créés
c) Nouveaux projets de grande envergure axés sur les exportations	-	50-1 499	90%	100
	-	1 500-2 499	90%	100
	-	2 500-4 999	90%	100
	-	Supérieur à 5 000	90%	100
d) Industrie textile et secteur connexe			50% ou plus	Aucun
e) Autres entreprises		12,5	90%	Aucun

**2. Qui peut bénéficier de ces programmes: les secteurs industriels, l'agriculture, certaines régions? - Question n° 6 du Canada**

Réponse

Les programmes sont destinés aux secteurs suivants:

- le secteur manufacturier;
- l'agriculture, c'est-à-dire les projets de grande et de petite envergure axés sur les exportations, ainsi que sur le développement de l'industrie laitière et de l'élevage;
- le secteur commercial.

**3. Les programmes sont-ils subordonnés à l'utilisation de biens d'origine nationale? Dans l'affirmative, prière d'indiquer la disposition pertinente. - Question n° 3 des CE**

Réponse

Les programmes exécutés en vertu de la loi ne prescrivent pas l'utilisation de biens d'origine nationale, en ce sens que l'utilisation de produits d'origine locale n'est pas un critère d'admissibilité pour les entreprises qui souhaitent bénéficier des incitations prévues par la loi.

**4. Les programmes prévoient-ils des formes de subventions autres que l'exemption de droits d'importation et de taxes intérieures (par exemple, dons, fourniture de biens ou de services)? - Question n° 2 des CE**

Réponse

Les programmes mentionnés dans l'Annexe I ne prévoient pas d'autres formes de subventions.

**5. Y a-t-il des versements directs aux entreprises, par exemple sous la forme d'un pourcentage des charges sociales remboursé? - Question n° 5 du Canada**

Réponse

Il n'y a pas de versement direct aux entreprises.

**c) Nature des avantages octroyés**

**1. Quel est le niveau des avantages octroyés, c'est-à-dire s'agit-il d'une exonération totale des impôts et taxes ou les entreprises paient-elles un certain pourcentage des taux habituels? - Question n° 2 du Canada**

Réponse

Les avantages fiscaux sont accordés sous forme d'exemption fiscale complète et de taux préférentiels. Prière de se reporter au tableau II ci-après pour plus de détails.

**2. Prière d'indiquer le taux d'exemption de droits d'importation ou de taxes intérieures au 1<sup>er</sup> septembre 2001 - Question n° 4 des CE**

**Tableau II – Exonération des droits d'importation et dégrèvement fiscal**

Structure des droits d'importation	Matières premières	5%	Exonération complète des droits
	Biens d'équipement	5%	
	Biens intermédiaires	10%	
Impôt sur les bénéfices des sociétés	Taux normal	35%	Taux préférentiel 15%

**d) Avantages obtenus et manque à gagner**

**1. Veuillez préciser le montant total des exportations qui bénéficient des programmes et le pourcentage des exportations nationales (chaque année depuis le Cycle d'Uruguay) visées par chaque programme. - Question n° 8 du Canada**

Réponse

La valeur de l'ensemble des exportations des entreprises bénéficiant de ces programmes s'établissait à 275 215 millions de roupies (3 080 millions de dollars EU) en 2001, ce qui représentait environ 80 pour cent des recettes que Sri Lanka tire de ses exportations industrielles.

**2. Prière d'indiquer pour chaque programme combien d'entreprises en bénéficiaient au 1<sup>er</sup> septembre 2001? - Question n° 6 des CE**

Réponse

Le nombre d'entreprises actives dans le secteur manufacturier qui bénéficiaient des programmes au 1<sup>er</sup> septembre 2001, était de:

- Secteurs porteurs 24
- Grande industrie manufacturière 46

•	Industrie textile et secteur connexe	78
•	Pierres gemmes et bijouterie	25
•	Autres	587

**3. Y a-t-il des estimations des recettes publiques sacrifiées? - Question n° 4 du Canada**

Réponse

Il n'y a pas d'estimation du manque à gagner pour les pouvoirs publics.

---